



Sociétés et jeunes en difficulté

Revue pluridisciplinaire de recherche

hors série | 2010

L'inclusion sociale en pratique. Intervention sociale et jeunes marginalisés en Europe

Mais que font les éducateurs ? Le travail social à l'épreuve du politique, de Anne Salmon

Eloïse Girault



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/sejed/6640>

ISSN : 1953-8375

Éditeur

École nationale de la protection judiciaire de la jeunesse

Référence électronique

Eloïse Girault, « Mais que font les éducateurs ? Le travail social à l'épreuve du politique, de Anne Salmon », *Sociétés et jeunes en difficulté* [En ligne], hors série | 2010, mis en ligne le 19 mars 2010, consulté le 10 décembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/sejed/6640>

Ce document a été généré automatiquement le 10 décembre 2020.



Sociétés et jeunes en difficulté est mis à disposition selon les termes de la licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 4.0 International.

Mais que font les éducateurs ? Le travail social à l'épreuve du politique, de Anne Salmon

Eloïse Girault

- 1 Cet ouvrage est issu de « réunions hebdomadaires de sociologie » menées par Anne Salmon durant huit ans et réunissant des équipes de prévention spécialisée. Ces réunions ont été conçues comme des temps de formation pendant lesquels les pratiques professionnelles étaient discutées collectivement. Les questions abordées étaient diverses. Il pouvait s'agir de « réfléchir sur la dynamique de travail d'une équipe au sein d'un établissement (fonction d'aide à l'organisation), sur le repérage des problématiques sociales et leurs évolutions (fonction d'analyse), sur les méthodes retenues pour tenter d'y répondre en examinant leurs présupposés (fonction critique), sur la cohérence des projets socio-éducatifs auprès des jeunes [...] (fonction d'aide à la décision et à la mise en œuvre), sur l'écriture des bilans de ces actions afin d'explicitier la démarche utilisée pour qu'elle soit compréhensible par l'ensemble des membres de l'équipe, mais aussi communicable aux interlocuteurs institutionnels des services de prévention (fonction d'aide à la communication) » (p. 26).
- 2 Ces réunions hebdomadaires ont aussi permis d'aborder « les interrogations épineuses liées à l'identité professionnelle de la prévention spécialisée » (p. 10). Il faut rappeler ici que la prévention spécialisée fait face aujourd'hui à d'importantes mutations sociales, économiques et politiques qui fragilisent son identité. Le modèle universaliste d'intégration sociale qui dominait pendant les Trente Glorieuses « semble s'être fragmenté en une pluralité de conceptions concurrentes » (p. 16). « Au niveau des finalités sociales, les valeurs telles que le travail ou la famille par exemple, jusqu'alors incontestées, vacillent. [D'un autre côté], au niveau des moyens économiques, la pénurie d'emplois et les remises en question de l'école comme levier de la réussite individuelle, contribuent à ébranler la foi dans les vertus intégratrices du couple école/travail » (p. 16). Cette situation met bien évidemment à mal les dispositifs d'insertion. « Bien que diversifiés, [ils] n'apparaissent pas assez solides pour réduire la paupérisation des

quartiers défavorisés. Très individualisants, ils semblent incomplets pour endiguer les phénomènes de repli sur les collectifs des cités qui constituent pour certains jeunes le seul espace envisageable de « lutte pour la reconnaissance » (p. 16). Mobilisant les travaux d'Axel Honneth¹, Anne Salmon montre qu'il y a urgence pour les travailleurs sociaux – et notamment les éducateurs de prévention spécialisée – à prendre en compte le besoin de reconnaissance de tous ceux qui, se sentant socialement méprisés, peuvent rechercher cette affirmation de soi dans les pires formes d'aliénation². Mais l'auteur souligne que le travail social en prévention spécialisée doit aussi faire face à des mutations importantes dans l'économie de ses relations avec les autorités institutionnelles dont il dépend financièrement. En effet, « en tant que financeurs, les responsables politiques adressent des demandes aux associations qui, de plus en plus fréquemment, prennent la forme de commandes. Or, force est de constater l'existence de tensions entre les représentations que les éducateurs se font de leurs missions éducatives et celles des responsables politiques. Ces tensions se retrouvent au sein des équipes [de prévention spécialisée] qui oscillent entre deux tendances. La première est la réponse à la demande sociale au regard de leurs propres interprétations du référentiel de la prévention spécialisée. La seconde est la réponse à la commande institutionnelle au regard d'une interprétation (négociée ou non) du référentiel avec les pouvoirs publics » (p. 23). Par ailleurs, les équipes de prévention spécialisée peuvent se trouver exposées à une autre source de tensions. En effet, elles « sont parfois confrontées à des situations où les commandes institutionnelles, celles des financeurs mais aussi celles des communes dans lesquelles elles interviennent, entrent en contradiction : les conseils généraux peuvent effectivement désigner une tranche d'âge [...] comme étant un public prioritaire, tandis que les maires peuvent identifier d'autres difficultés » (p. 23-24).

- 3 L'objectif des « réunions hebdomadaires de sociologie » était précisément d'évaluer ces difficultés institutionnelles et organisationnelles rencontrées par les équipes de prévention spécialisée. Anne Salmon restitue ici le résultat de ce travail collégial avec une visée éminemment pratique : destiné aux éducateurs qui souhaitent réfléchir aux mutations de la prévention spécialisée, cet ouvrage leur propose pour ce faire « des exemples concrets et des instruments méthodologiques (enquêtes, interviews d'éducateurs, interviews de jeunes, éléments pour l'élaboration de projets d'actions, bilans d'accompagnement individuels et collectifs, extraits de rapports annuels, cas pratiques récents) » (p. 25).
- 4 Le premier chapitre de l'ouvrage, intitulé « Etre éducateur de rue », analyse la question de l'identité de la prévention spécialisée. Anne Salmon souligne tout d'abord que l'unité et le sens de ce métier ne vont pas toujours de soi. En effet, les professionnels assurent des accompagnements sociaux et éducatifs fort divers (suivis individuels et collectifs, aides aux démarches, notamment en matière de logement, de solidarité, d'insertion ou de justice). En outre, différentes méthodes de travail « sont utilisées pour construire une relation souvent amorcée dans la rue : projets collectifs ou individuels, camps, mini-séjours, sorties, chantiers socio-éducatifs, mission d'insertion par l'activité économique » (pp. 33-34). Au final, il s'avère que la prévention spécialisée se déploie dans différents lieux (rue, local, collège), autour d'activités diversifiées, « avec des jeunes rencontrés individuellement ou des groupes à géométrie variable (groupe constitué au collège, groupe naturel dans la rue, groupe réuni autour d'un projet ou d'une formation). De fait, les réunions hebdomadaires ont permis de mettre en avant un « risque d'éparpillement » des tâches des éducateurs, notamment lorsque les équipes sont instables ou

incomplètes ». En particulier, il apparaît difficile d'aboutir à une articulation satisfaisante entre les dimensions formelles et informelles du métier. « Le danger est que se dilue la particularité de [ce] métier qui repose en grande partie sur la capacité d'élaboration de dispositifs éducatifs négociés avec les jeunes selon le principe de la libre adhésion » (p. 38).

- 5 En s'appuyant sur diverses expériences, Anne Salmon démontre que le travail d'équipe permet de stabiliser et d'ordonner des pratiques professionnelles menacées par un processus d'éclatement. « L'équipe peut en effet fonctionner comme un tiers médiateur dans la relation que les éducateurs entretiennent avec les jeunes ». Par ailleurs, « elle favorise les passages de relais et la continuité du travail auprès des jeunes » (p. 39). L'auteur démontre en outre que le « projet d'équipe » constitue un outil pour résoudre les tensions existants entre la *commande institutionnelle* (émanant des financeurs institutionnels et privés et présentant éventuellement des aspects sécuritaires), la *demande sociale* (émanant de ceux qui ressentent le besoin de faire appel aux éducateurs), la *demande organisationnelle* (émanant des autorités hiérarchiques) et la *demande des éducateurs*. L'auteur recommande notamment de créer une dynamique collective autour de la rédaction des écrits professionnels. Outil de communication à destination de la hiérarchie mais aussi des acteurs politiques, le rapport annuel peut, par exemple, favoriser une clarification des pratiques professionnelles, en particulier s'il s'appuie sur des entretiens avec les éducateurs (pp. 53-68).
- 6 Le second chapitre de cet ouvrage est consacré aux situations de communication rencontrées par les éducateurs de prévention spécialisée. La parole prend au sein de ce métier des « formes multiples » : « bavardage, conversation, réunion, débat, discussion à deux ou en groupe [...], paroles échangées en trois secondes, le temps d'un bonjour, ou pendant toute une journée lors d'un voyage ou d'un chantier de travail, [...] dans la rue, autour d'une table de réunion au local, ou même dans une salle de restaurant, au hasard d'une rencontre ou dans le cadre d'un rendez-vous » (p. 71). Anne Salmon met ici en évidence une situation de communication particulière : le débat collectif dans des réunions formelles en vue d'une expression publique. En particulier, l'auteur rend compte d'une expérience singulière : la participation d'une équipe d'éducateurs de prévention spécialisée à l'organisation d'un forum sur les violences dans une ville nouvelle de la région parisienne. A l'occasion de ce forum, une dizaine de réunions-débats ont eu lieu. Des entretiens enregistrés ont été réalisés avec des jeunes, permettant de recueillir des informations et des témoignages précieux sur la violence au sein de « la Cité ». Mais « cette démarche tendue vers la compréhension des jeunes a eu pour effet [...] de produire de la connaissance non pas simplement « sur le public » mais bien sur les pratiques professionnelles elles-mêmes. En bousculant les habitudes et le cadre traditionnel de la relation avec les jeunes et les habitants, les éducateurs ont [ainsi] fait un pas vers l'examen critique des routines qui figent l'action en désamorçant la capacité d'étonnement » (p. 120).
- 7 Dans un troisième chapitre, Anne Salmon s'intéresse aux modalités d'action de la prévention spécialisée (médiation sociale, accompagnements individuels et collectifs). L'auteur note que, si « la tradition française, en se défiant de manière radicale du communautarisme, a [longtemps] invalidé trop systématiquement les ressources locales en privilégiant les tutelles et le centralisme au détriment de la reconnaissance des acteurs et de leurs capacités à s'auto-organiser » (pp. 132-133), des expériences de médiation sociale semblent se développer aujourd'hui. Elles prennent souvent « la forme d'une

expertise reposant sur la compétence d'un ou plusieurs médiateurs ». Mais elles « peuvent aussi conduire à des interventions dont l'objectif est de préparer les différents groupes d'acteurs impliqués dans la vie des quartiers (jeunes, habitants, responsables politiques) à se reconnaître dans un espace public de discussion » (pp. 126-127). La médiation sociale prend encore une tournure différente lorsqu'elle intervient en situation de crise (pp. 131-145). Mais, outre la pratique de la médiation sociale, Anne Salmon explore ici la question des accompagnements individuels et collectifs. Elle propose notamment quelques pistes de réflexion afin d'améliorer le travail avec les familles (pp. 156-166). Elle revient, en outre, sur le problème des collaborations entre les collègues et les services de prévention spécialisée. Elle identifie un « certain nombre de points de tensions et d'éléments facilitateurs des rapports entre les enseignants et les éducatrices : parmi ces éléments, il faut souligner l'importance de la concertation entre les intervenants ; la nécessaire implication de l'ensemble des équipes pédagogiques ; l'importance des efforts de coordination tout au long des actions auprès des jeunes ; l'utilité d'une définition précise des objectifs pour mieux cadrer les moyens et l'organisation des temps professionnels qui ne sont pas les mêmes en prévention et dans l'Education nationale » (p. 167). « La clarification des apports et des « places » des différents intervenants et de leurs responsabilités respectives est aussi un élément sur lequel il est nécessaire d'insister » (p. 168).

- 8 Au final, on notera que cet ouvrage articule plusieurs niveaux. D'un côté, il s'inscrit dans une réflexion théorique sur « le problème de la restauration d'un espace public comme lieu d'apparition de soi par la parole et l'action, avec ou face aux autres » (p. 193). D'un autre côté, il fournit une série d'outils pratiques destinés aux professionnels du social. Cependant, il propose aussi des éléments de réflexion aux sociologues qui souhaiteraient développer une sociologie d'intervention. A plusieurs reprises, l'auteur évoque son rôle lors des réunions hebdomadaires. Elle constate notamment que « les intervenants externes, qu'ils soient psychologues, ethnologues ou sociologues, en travaillant avec les éducatrices sur la dimension collective de leurs engagements, peuvent les aider à réfléchir sur une organisation du travail porteuse de valeurs mieux identifiées et articulées à un projet d'intervention sociale négocié » (p. 47). Par ailleurs, elle est amenée à clarifier les notions d'« intervention sociale », d'« intervention psychosociologique » ou de « recherche-action » (pp. 108-120).
- 9 Salmon (Anne). *Mais que font les éducatrices ? Le travail social à l'épreuve du politique*, Paris, Desclée de Brouwer, 2009, 217 pages, 21 €.

NOTES

1. HONNETH Axel, *La lutte pour la reconnaissance*, Paris, Cerf, 2000.
2. Voir aussi sur ce point : BODY-GENDROT Sophie, *La peur détruira-t-elle la ville ?*, Paris, Bourin Editeur, 2008.

AUTEUR

ELOÏSE GIRAULT

UMR Triangle (Ecole normale supérieure de Lyon, Université de Lyon, Institut d'études politiques de Lyon).